

Cote du document: EB 2015/LOT/P.15
Date: 30 juillet 2015
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt à la République populaire
du Bangladesh pour le Programme national
d'appui aux techniques agricoles – Projet
phase II

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Hubert Boirard
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2298
courriel: h.boirard@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Responsable du Bureau des
organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du programme	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
II. Description du programme	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du programme	2
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du programme	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	5
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	6
E. Supervision	8
IV. Coût, financement et avantages du programme	8
A. Coût du programme	8
B. Financement du programme	8
C. Résumé des avantages et analyse économique	9
D. Durabilité	9
E. Identification et atténuation des risques	10
V. Considérations d'ordre institutionnel	10
A. Respect des politiques du FIDA	10
B. Alignement et harmonisation	11
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	11
D. Participation à l'élaboration des politiques	11
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	11
VII. Recommandation	12
Appendices	
I. Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	31

Sigles et acronymes

BARC	Conseil de recherche agricole du Bangladesh
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
FIA	Fonds d'innovation agricole
IDA	Association internationale de développement
NATP	Programme national d'appui aux techniques agricoles
PACE	Projet d'appui à la commercialisation et aux entreprises dans le secteur agricole
PNVA	Politique nationale de vulgarisation agricole
SNRA	Système national de recherche agricole
TIC	Technologies de l'information et des communications
UEP	Unité d'exécution du projet
UGP	Unité de gestion du projet
USAID	United States Agency for International Development

Carte de la zone du programme

People's Republic of Bangladesh

National Agricultural Technology Programme – Phase II Project

President's report



Source: FIDA – 30/06/2015

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République populaire du Bangladesh

Programme national d'appui aux techniques agricoles – Projet phase II

Résumé du financement

Institution initiatrice:	Banque mondiale
Emprunteur:	Ministère des finances
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture
Coût total du programme:	214 millions d'USD (hors contribution des bénéficiaires)
Montant du prêt du FIDA:	17 millions de DTS (équivalant approximativement à 23,8 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	Particulièrement favorables: délai de remboursement de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de 0,75% l'an
Cofinanceurs:	Gouvernement bangladais, Banque mondiale, United States Agency for International Development (USAID)
Montant du cofinancement:	Prêt de la Banque mondiale: 176 millions d'USD Don de l'USAID: 7,4 millions d'USD
Contribution de l'emprunteur:	6,7 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	6,5 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	Banque mondiale
Institution coopérante:	Banque mondiale

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt à la République populaire du Bangladesh pour le Programme national d'appui aux techniques agricoles – Projet phase II, telle qu'elle figure au paragraphe 55.

Proposition de prêt à la République populaire du Bangladesh pour le Programme national d'appui aux techniques agricoles – Projet phase II

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Portée par son remarquable développement social et économique de ces 20 dernières années, la République populaire du Bangladesh s'est fixé pour objectif de devenir un pays à revenu intermédiaire à l'horizon 2021. Pour ce faire, le Gouvernement bangladais devra relever des défis considérables en matière de développement agricole et de croissance économique rurale. Entre 2000 et 2013, le PIB du pays a connu une croissance annuelle moyenne de 6% environ, accompagnée d'une baisse du taux de pauvreté de 48,9 à 31,5% au cours de la première décennie du siècle, ce qui a permis de tirer quelque 16 millions de personnes de la pauvreté.
2. Le Bangladesh, qui compte plus de 160 millions d'habitants, a également enregistré des progrès notables dans les domaines de l'éducation et de la santé, et a de bonnes chances d'atteindre la plupart des Objectifs du Millénaire pour le développement. Malgré ces avancées, le Bangladesh demeure un pays pauvre dont le PIB par habitant avoisinait 1 000 USD en 2013. Le pays est régulièrement frappé par des catastrophes naturelles qui grèvent lourdement l'économie, affectant de manière disproportionnée les infrastructures et le secteur agricole, ainsi que les groupes vulnérables. Dans le domaine de la nutrition, les résultats n'ont pas progressé au même rythme que la plupart des indicateurs sociaux et économiques.
3. L'agriculture occupe environ les trois quarts des terres rares du pays et assure en majeure partie la subsistance de la population. Si la pauvreté globale a considérablement reculé au cours de la dernière décennie, le taux de pauvreté dans les zones rurales (toujours autour de 35%) n'a pas diminué aussi vite qu'en milieu urbain. Par ailleurs, la proportion de personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans les zones rurales demeure trois fois plus élevée que dans les zones urbaines.
4. La contribution de l'agriculture à la production économique du pays a diminué au cours de la dernière décennie, mais les cultures, l'élevage, la sylviculture et la pêche représentent toujours 17% du PIB. Environ 67% de la population vivent dans les zones rurales, et plus de 43% de l'ensemble de la population active travaillent dans l'agriculture. Par conséquent, pour parvenir à une croissance économique durable sur les plans social et environnemental et réduire la pauvreté, il convient de promouvoir des politiques et des investissements susceptibles d'insuffler des changements durables dans les zones rurales, notamment par le biais de l'innovation technologique dans l'agriculture.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

5. Si le Système national de recherche agricole (SNRA) a contribué de façon spectaculaire à renforcer la sécurité alimentaire (notamment grâce au riz), les recherches menées dans certains sous-secteurs clés (élevage et pêche, par exemple) n'ont pas encore atteint leur plein potentiel en termes d'innovation (mise au point de nouvelles technologies intelligentes face au climat pour les activités de production et post-récolte). Le Programme national d'appui aux techniques agricoles (NATP) proposé – deuxième phase de trois projets initialement prévus – vise à surmonter certains des principaux obstacles qui continuent d'entraver le SNRA et à accroître la valeur de la production agricole.
6. La phase II du NATP est parfaitement alignée sur les priorités du gouvernement, notamment sur: i) le Plan prospectif 2010-2021, qui décrit la stratégie à suivre pour garantir la sécurité alimentaire en mettant à disposition les infrastructures adéquates et en poursuivant un développement respectueux de l'environnement; ii) le sixième Plan quinquennal, qui identifie les secteurs prioritaires pour permettre une croissance favorable aux pauvres, notamment l'agriculture, l'élevage, la pêche communautaire et la finance rurale; iii) le cadre politique de la Politique nationale de vulgarisation agricole (PNVA) de 2012; et iv) la loi sur le Conseil de recherche agricole du Bangladesh (BARC) de 2011.
7. Centrée sur l'agriculture, la phase II du NATP viendra compléter le portefeuille actuellement financé par le FIDA au Bangladesh et est parfaitement alignée sur les objectifs du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) qui visent à obtenir: i) des moyens de subsistance mieux adaptés pour les populations pauvres vivant dans les zones vulnérables au changement climatique; ii) un meilleur accès aux marchés et l'amélioration des filières pour les petits producteurs et les petits entrepreneurs; et iii) l'autonomisation économique et sociale des groupes marginalisés, notamment les femmes rurales pauvres.

II. Description du programme

A. Zone d'intervention et groupe cible

8. Zone d'intervention. Au terme de la troisième et dernière phase du programme, l'ensemble des 64 districts du pays aura été couvert. La phase II du NATP couvrira de nombreuses zones agroécologiques du Bangladesh dans 57 districts (y compris les 25 déjà couverts par la phase I). Le projet sera exécuté sur une période de six ans dans 270 sous-districts (ou upazillas) au maximum, dont 120 déjà couverts lors de la phase I, plus 150 nouveaux upazillas au maximum. Les nouveaux upazillas seront sélectionnés selon l'approche multicritères appliquée avec succès lors de la phase I (incidence de la pauvreté, forte prévalence d'agriculteurs marginaux et zones agroécologiques sous pression).
9. Groupe cible. Conformément aux politiques et stratégies gouvernementales, le groupe cible prioritaire de la phase II du NATP sera constitué de petits agriculteurs: exploitations à superficie réduite, exploitants marginaux et paysans sans terres. L'accent sera plus particulièrement mis sur le ciblage des femmes.

B. Objectif de développement du programme

10. L'objectif de développement du présent projet est d'accroître la productivité agricole des petits exploitants et de faciliter leur accès aux marchés dans certains districts. Pour ce faire, on s'attachera à: i) renforcer l'aptitude du SNRA et des services de vulgarisation à mettre au point et diffuser des technologies agricoles destinées à accroître la productivité agricole et à réduire les pertes après-récolte; et ii) promouvoir la durabilité des groupes d'agriculteurs existants et nouvellement créés ainsi que celle des organisations de producteurs en développant leurs liens avec les marchés.

C. Composantes/résultats

11. Composante 1: promouvoir la mise au point de technologies agricoles. La composante 1 permettra d'améliorer la performance du SNRA en appuyant le développement des technologies agricoles et en renforçant des instituts de recherche agricole (capacités institutionnelles et humaines). Les travaux de recherche seront financés par des dons concurrentiels. La composante financera également plusieurs activités (études spécifiques, notes d'orientation, formation, liens recherche-vulgarisation, entre autres) à l'appui de la mise en œuvre de la loi de 2012 sur le BARC approuvée au titre du NATP.
12. Un fonds d'innovation agricole (FIA) a été intégré dans les différentes composantes du projet pour pouvoir reproduire à plus grande échelle les résultats obtenus dans le cadre du NATP. Ce fonds est au cœur de la stratégie de reproduction à plus grande échelle de la phase II du NATP. Il vise à accorder des dons à des projets de recherche et à des microprojets remplissant les conditions requises qui seront exécutés par les bénéficiaires potentiels du projet. Le FIA est parfaitement aligné sur l'approche globale promue par le projet en matière d'innovation agricole. Pour contribuer de façon efficace à la réalisation de l'objectif de développement du projet, le FIA comprend trois guichets de financement: i) le FIA-1 (26,2 millions d'USD) promouvra la mise au point de technologies agricoles grâce à une initiative de recherche programmatique (FIA-1) et à un programme compétitif de dons pour la recherche (FIA-1); ii) le FIA-2 (17 millions d'USD) promouvra, par le biais de dons de contrepartie, l'utilisation de technologies innovantes mises au point par la communauté de la recherche; et iii) le FIA-3 (4,6 millions d'USD) soutiendra, par le biais de dons de contrepartie, les opérateurs privés afin qu'ils puissent développer des créneaux et des débouchés commerciaux pour les agriculteurs et fournir des services adaptés aux besoins des exploitants. La phase II du NATP comportera des appels à propositions ainsi que des mécanismes d'examen technique et scientifique par les pairs et des mécanismes de sélection transparents pour l'attribution des dons au titre du FIA; les décaissements au titre du FIA ne pourront être effectués qu'après approbation par la Banque mondiale du Manuel de directives et procédures opérationnelles du FIA. La phase II du NATP examinera les synergies entre le FIA et l'accès aux services financiers ruraux promu par le nouveau Projet d'appui à la commercialisation et aux entreprises dans le secteur agricole (PACE) soutenu par le FIDA¹.
13. Composante 2: appui au développement des cultures. La composante 2 permettra d'accroître les rendements agricoles, de diversifier la production agricole et d'améliorer les liens des petits exploitants avec le marché: i) en améliorant la diffusion et la qualité des services de vulgarisation et de conseil agricoles grâce au renforcement des compétences des agents de vulgarisation du Département de la vulgarisation agricole; ii) en promouvant les technologies de l'information et des communications (TIC) au sein des services de vulgarisation agricole et en favorisant la vulgarisation entre agriculteurs; iii) en développant les compétences des agriculteurs afin d'élargir la diffusion des bonnes pratiques agricoles, notamment celles élaborées dans le cadre du NATP, et en identifiant les technologies qui permettent la production durable de denrées alimentaires plus sûres; iv) en promouvant la mécanisation agricole et non agricole pour accroître la productivité des cultures, la production agricole et sa diversification, mais aussi pour renforcer l'efficacité dans la gestion des cultures, réduire les pertes après-récolte et soutenir les activités de transformation; v) en favorisant une

¹ Le projet PACE vise à accroître les moyens de subsistance des femmes et des hommes en milieu rural en améliorant, pour les microentrepreneurs, les possibilités d'activités commerciales rentables, et en créant, pour les personnes extrêmement ou moyennement pauvres, des emplois salariés. Il fournira aux groupes financiers impliqués dans la phase II du NATP des services de planification/développement commercial pour préparer des plans d'activité financés par le programme de prêts aux microentreprises du projet PACE. En outre, les agriculteurs, pêcheurs et éleveurs qui ne peuvent prétendre aux dons de contrepartie octroyés dans le cadre de la phase II du NATP pourront présenter une demande auprès du système de prêts du projet PACE.

collaboration plus étroite avec le secteur privé au profit du développement du secteur agroalimentaire (transformation), de l'accès des petits exploitants au marché et de la fourniture de services de location de machines agricoles; et vi) en renforçant les institutions du secteur agricole moyennant le développement des capacités et la réalisation d'investissements ciblés dans les infrastructures.

14. Composante 3: appui au développement de la pêche. La composante 3 favorisera l'accroissement de la productivité, de la qualité et de la production grâce aux transferts de technologies ainsi que le renforcement de l'accès des pisciculteurs aux débouchés. La phase II du NATP contribuera au développement durable de la pisciculture continentale (bassins pour la petite aquaculture) et de la pêche de capture continentale (pêche en eau libre dans des plans d'eau [zones humides de type lacustre renfermant de l'eau statique] et des haors [étendues d'eau pouvant regrouper plusieurs plans d'eau]): i) en appliquant à plus grande échelle les bonnes pratiques d'aquaculture du NATP dans les systèmes de production présents dans la zone du projet; ii) en promouvant la gestion communautaire de la pêche; iii) en soutenant la présence des groupements d'intérêt commun de pêcheurs et des organisations partenaires dans les filières; iv) en renforçant les liens entre la recherche, les activités de vulgarisation et les agriculteurs; et v) en renforçant les capacités des institutions dans le secteur de la pêche. La phase II du NATP examinera les liens avec les activités halieutiques réalisées dans le cadre des opérations actuellement soutenues par le FIDA dans les haors.
15. Composante 4: appui au développement de l'élevage. La composante 4 favorisera l'accroissement de la productivité et de la production grâce au renforcement des transferts de technologies, à la prestation de services, ainsi qu'un meilleur accès des éleveurs aux marchés. Les activités relevant de cette composante porteront sur la production laitière, l'élevage caprin, l'élevage d'embouche et l'aviculture, et s'attacheront à: i) renforcer les institutions zootechniques, améliorer les services de vulgarisation concernant l'élevage et renforcer les liens entre la recherche, les activités de vulgarisation et les éleveurs; ii) étendre les programmes de sensibilisation à un plus grand nombre d'agriculteurs; et iii) faciliter l'accès des petits exploitants à certains marchés aux bestiaux.
16. Composante 5: gestion du projet. Les activités relevant de cette composante: i) veilleront à ce que le projet soit réalisé en conformité avec les dispositions figurant dans les documents officiels du projet, notamment en ce qui concerne l'ensemble des aspects liés aux questions fiduciaires et de gouvernance; ii) établiront des mécanismes de liaison entre la Banque mondiale et le projet, et entre le projet et le Gouvernement bangladais; et iii) coordonneront l'exécution de certaines des grandes activités du projet en s'appuyant sur une assistance technique extérieure.

III. Exécution du programme

A. Approche

17. La phase II du NATP mettra à profit et transposera à plus grande échelle les interventions couronnées de succès, et tiendra compte des principaux enseignements de la phase I du NATP. L'approche intégrée utilisée pour atteindre les objectifs de développement du projet comportera une composante fondamentale qui permettra de mener des travaux de recherche agricole axés sur la demande de façon décentralisée. Cette composante servira de base pour améliorer le système de technologie agricole. Le projet comportera trois autres composantes sous-sectorielles (cultures, élevage et pêche) pour surmonter les obstacles qui entravent la mise au point de technologies, les transferts de technologies et leur adoption au niveau de l'exploitation, ainsi que l'accès des agriculteurs aux marchés. Cette approche devrait permettre de renforcer le lien

entre la recherche, la vulgarisation et la production agricoles, domaine dont le besoin d'amélioration est régulièrement cité dans le NATP.

B. Cadre organisationnel

18. Le représentant de l'emprunteur est le Ministère des finances. La phase II du NATP sera exécutée sous la responsabilité du Ministère de l'agriculture (principal organisme d'exécution) et du Ministère de la pêche et de l'élevage, et sera entièrement intégrée dans les activités du Gouvernement bangladais. L'exécution du projet vise à promouvoir l'utilisation des structures gouvernementales existantes au niveau central et, le cas échéant, au niveau local.
19. Un comité de pilotage conjoint, composé de représentants de haut niveau issus des organismes du Ministère de l'agriculture et du Ministère de la pêche et de l'élevage impliqués dans l'exécution du projet, ainsi que de représentants des agriculteurs et du secteur privé, fournira des conseils stratégiques, approuvera les plans annuels de budget et d'activité, suivra l'avancement général de l'exécution, facilitera la coordination interinstitutions et résoudra toute question en suspens nécessitant une décision de haut niveau.
20. Unité de gestion du projet. Une petite unité de gestion du projet (UGP) sera mise en place pour superviser l'exécution des activités du projet, assurer la gestion courante du projet, faciliter la coordination entre les composantes et assurer la liaison avec la Banque mondiale concernant tous les aspects relatifs à l'exécution du projet. L'UGP sera également chargée du suivi-évaluation du projet ainsi que de la production d'un manuel d'exécution du projet acceptable pour les partenaires de développement et détaillant les procédures opérationnelles, financières et administratives de la phase II du NATP. L'UGP sera également chargée de l'exécution de la composante 5.
21. Unités d'exécution du projet. Toutes les autres composantes du projet seront intégrées dans le département (ou organisme) d'exécution correspondant; chaque département/organisme mettra en place une unité d'exécution du projet (UEP) pour chaque composante. Le BARC et le Département de la vulgarisation agricole créeront chacun une UEP placée sous la tutelle du Ministère de l'agriculture: celle du BARC sera consacrée à l'exécution de la composante 1 (mise au point de technologies agricoles), et celle du Département de la vulgarisation agricole à l'exécution de la composante 2 (cultures). Sous la tutelle du Ministère de la pêche et de l'élevage, le Département de la pêche instaurera une UEP consacrée à l'exécution de la composante 3 (pêche), et le Département de l'élevage une UEP consacrée à l'exécution de la composante 4 (élevage). Grâce aux fonds du projet, le Département de la pêche, le Département de l'élevage et le BARC recruteront des prestataires de services (institutions internationales, entreprises de conseil dans le domaine agricole, universités, etc.) afin d'obtenir l'assistance technique dont ils ont besoin pour renforcer leurs capacités institutionnelles et soutenir leurs UEP dans l'exécution des activités de chaque composante.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

22. Planification. L'UGP sera chargée de préparer le plan de travail et budget annuel, puis de le faire approuver par le Ministère des finances et valider par la Banque mondiale. Le plan inclura les activités prévues en regard des objectifs et des dépenses, et indiquera les objectifs généraux et les activités prévues dans le cadre du projet.
23. Suivi-évaluation. La phase II du NATP disposera d'un système multiniveaux de suivi des résultats et d'évaluation de l'impact qui fournira des informations sur l'état d'avancement de l'objectif de développement. Les résultats seront ventilés par sexe autant que possible pour rendre compte de la dimension sexospécifique de la phase II du NATP.

24. Apprentissage et gestion des savoirs. Le partage des savoirs et l'apprentissage sont une activité clé des composantes de la phase II du NATP. Le projet utilisera les TIC aux fins de la vulgarisation et du renforcement des capacités, et cherchera également à constituer un référentiel en matière agricole ainsi qu'une plateforme de connaissances dans le cadre des initiatives menées dans ce domaine. Autre outil important: les centres d'information et de conseil aux agriculteurs qui seront parfaitement équipés pour diffuser les technologies et les savoirs agricoles.
- D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance
25. La phase II du NATP a fait l'objet d'une évaluation fiduciaire à l'étape de la conception, en respectant les procédures de la Banque mondiale. L'évaluation fiduciaire a déterminé que le niveau de risque en matière de gestion financière était "élevé" en raison de: i) l'implication de multiples UEP et centres de comptabilité; ii) la fréquence de consolidation des rapports de gestion financière; et iii) la conformité aux exigences de plusieurs bailleurs de fonds. Des mesures d'atténuation des risques ont été intégrées dans la conception des modalités d'exécution de la gestion financière, et un certain nombre de mesures supplémentaires seront prises pour garantir la capacité de gestion financière et la performance dans ce domaine.
26. La phase II du NATP prévoit l'embauche d'un consultant expérimenté (spécialiste de haut niveau de la gestion financière) au sein de l'UGP, dont les compétences seront avalisées par la Banque et le FIDA, et qui aura pour mission de diriger et coordonner les activités de gestion financière. Le consultant appuiera le projet en renforçant les pratiques budgétaires, les contrôles internes, les rapprochements de fonds et d'autres fonctions financières pertinentes, notamment la coordination avec les agents de gestion financière au sein des UEP. L'actuel système manuel de comptabilité sera renforcé au cours des 12 mois qui suivront l'entrée en vigueur du projet par un système automatisé d'information de gestion financière pour permettre un accès facile et rapide à l'information financière et faciliter sa consolidation. Afin de garantir l'harmonisation de pratiques claires dans l'ensemble du projet, le manuel d'exécution abordera tous les aspects pertinents concernant la gestion financière, la conformité des bailleurs de fonds et la divulgation des informations financières. Avant d'entrer en vigueur, le projet sera doté également d'un logiciel de comptabilité clefs en main exploitable en ligne. Un audit externe annuel de toutes les composantes du projet sera réalisé par la Direction de l'audit des projets bénéficiant d'une aide extérieure et sera complété par un audit interne effectué par un cabinet d'audit indépendant (deux fois pendant la durée de vie du projet).
27. Flux de fonds. Les financements fournis par l'Association internationale de développement (IDA), le FIDA et un fonds fiduciaire de l'USAID seront décaissés à travers trois comptes distincts, qui seront ouverts et gérés par l'UGP. Chaque UEP administrera un compte d'exploitation désigné sur lequel seront versés les fonds de l'UGP. Le prêt du FIDA sera administré par la Banque mondiale dans le cadre d'un accord de coopération avec le Fonds. Une avance initiale sera effectuée puis complétée sur la base des états de dépenses communiqués de façon régulière. Il en ira de même entre l'UGP et les UEP. Au terme de la première année d'exécution, la Banque mondiale examinera la performance en termes de gestion financière et, en consultation avec le FIDA, pourra recommander de modifier les modalités de décaissement pour opter pour des décaissements fondés sur des rapports financiers intermédiaires non vérifiés, assortis d'une prévision semestrielle des besoins de financement.
28. Pour l'ensemble des sources de financement (IDA, USAID, FIDA et Gouvernement bangladais), les transactions liées au projet seront comptabilisées séparément par l'UGP, selon les principes de la comptabilité en partie double et sur la base d'une comptabilité de caisse. Dans le cadre du projet, l'UGP sera notamment chargée des fonctions comptables suivantes: i) établissement et suivi du budget; ii) paiement

des dépenses admissibles à des tiers; iii) décaissement des fonds en faveur de divers organismes, conformément au plan de travail approuvé; iv) tenue des livres de comptes et des comptes bancaires; v) gestion des flux de trésorerie; vi) présentation des rapports financiers au Gouvernement bangladais, à la Banque mondiale, au FIDA et aux autres parties prenantes; vii) établissement des demandes de retrait pour obtenir des fonds de la Banque mondiale et du FIDA; et viii) appui au Commissaire aux comptes et suivi approprié de l'audit. Le détail des modalités de gestion financière et de décaissement proposées peut être consulté à l'annexe 3 du document de préévaluation du projet de la Banque mondiale.

29. Passation des marchés. La passation des marchés au titre du projet se fera conformément aux directives de la Banque mondiale en la matière, sur la base des principes énoncés dans les documents Directives: passation des marchés de fournitures, de travaux et de services (autres que les services de consultants) par les emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre des prêts de la BIRD et des crédits et dons de l'IDA (Directives sur la passation des marchés, juillet 2014) et Directives: sélection et emploi de consultants par les emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre des prêts de la BIRD et des crédits et dons de l'IDA (Directives sur les consultants, juillet 2014), et aux dispositions stipulées dans l'accord de financement. La méthode utilisée dépendra de la nature des dépenses et du montant du contrat. L'UGP et les UEP conserveront l'ensemble des dossiers et des documents relatifs à la passation des marchés, conformément aux dispositions de la loi de 2006 sur la passation des marchés publics.
30. Lors de la phase II du NATP, la passation des marchés s'effectuera selon le plan approuvé par la Banque mondiale en la matière, en procédant à des achats groupés. Les passations relatives à certains biens et services de la composante 5 (équipements et périphériques TIC, mobilier et matériel de bureau, services de consultants communs à plusieurs composantes, etc.) seront assurées par l'UGP, tandis que celles relatives aux autres biens, travaux et services spécifiques à telle ou telle composante seront assurées par les quatre UEP et l'UGP. Afin d'atténuer les risques liés au manque de capacités internes, le projet recrutera six consultants spécialistes de la passation des marchés: deux pour l'UGP et un pour chaque UEP. Un plan de passation des marchés acceptable couvrant les 18 premiers mois d'exécution du projet est disponible. L'approbation institutionnelle de la passation des marchés sera donnée par le responsable de chaque entité acheteuse ou son délégué habilité en vertu de la délégation des pouvoirs financiers pratiquée par les quatre organismes (Directeur général des départements et président du BARC); le responsable de la passation des marchés de l'UGP est le Secrétaire du Ministère de l'agriculture (principal organisme d'exécution).
31. Audit. La Direction de l'audit des projets bénéficiant d'une aide extérieure du Contrôleur et du Vérificateur général réalisera un audit des états financiers annuels du projet dans les six mois suivant la fin de l'exercice. Le directeur du projet sera chargé du suivi de l'audit et de prendre les mesures correctives nécessaires. Les audits internes comprendront des audits avant paiement et des évaluations indépendantes concernant les activités financières, opérationnelles et de contrôle du secteur. Les auditeurs internes seront également chargés de rendre compte de la pertinence des contrôles internes, de la précision et de la régularité des opérations, de la mesure dans laquelle les actifs sont comptabilisés et protégés ainsi que du niveau de respect des procédures financières et des lois et de la réglementation gouvernementale. Le premier audit aura lieu à la fin de la deuxième année d'exécution.
32. Gouvernance. Les enseignements tirés ces cinq dernières années en vue d'améliorer l'exécution du projet et de se prémunir contre d'éventuels problèmes de gouvernance ont été intégrés dans la conception du projet, dans les modalités d'exécution ainsi que dans les procédures de suivi. La conception du projet permet une reddition de comptes complète et différenciée, avec un seul organisme

d'exécution (BARC, Département de la pêche et Département de l'élevage) par composante. Le suivi du projet et l'évaluation de l'impact seront effectués par une entité indépendante recrutée par appel d'offres qui emploie des consultants nationaux et internationaux, en collaboration avec l'UGP et les UEP. Une évaluation indépendante (audit technique et financier) du FIA sera réalisée lors de l'examen à mi-parcours du projet en vue d'améliorer la performance du système de dons, selon que de besoin. Les bénéficiaires pourront transmettre leurs informations en retour grâce à des applications informatiques adaptées aux besoins du projet et directement reliées au système d'information de gestion de la phase II du NATP coordonné par l'entreprise tierce chargée du suivi. Le projet instaurera également des mécanismes destinés à répondre aux doléances des communautés locales après consultation de celles-ci durant la phase initiale. En outre, toutes les informations relatives au projet devront être rendues publiques, conformément à la politique de divulgation de la Banque mondiale et à la loi sur le droit à l'information en vigueur au Bangladesh.

33. Plusieurs risques et mesures d'atténuation des risques portant sur le respect des critères en matière de passation des marchés, de gestion financière et de protection environnementale et sociale ont été reportés dans les parties correspondantes du document de préévaluation du projet. Afin de minimiser encore davantage les risques en matière de gouvernance et de corruption, la phase II du NATP suivra un plan d'action sur la gouvernance et la responsabilisation. Ce plan définit un cadre d'action, des mécanismes institutionnels, des responsabilités spécifiques et des mesures supplémentaires pour favoriser l'utilisation efficace et appropriée des fonds du projet. Il fait fond sur l'expérience de la Banque mondiale et du FIDA en matière de gouvernance et de lutte contre la corruption. Le plan sera ajusté selon que de besoin au moment de l'exécution pour tenir compte des problèmes de gouvernance qui pourraient surgir et/ou pour renforcer ou ajouter des mesures.

E. Supervision

34. Le prêt du FIDA sera administré et supervisé par la Banque mondiale.

IV. Coût, financement et avantages du programme

A. Coût du programme

35. Le coût total de la phase II du NATP est estimé à 214 millions d'USD (hors contribution des bénéficiaires), taxes et imprévus compris.

B. Financement du programme

36. Sur le coût total de 214 millions d'USD, 23,8 millions d'USD seront financés par le FIDA dans le cadre d'un prêt accordé à des conditions particulièrement favorables. La Banque mondiale accordera un prêt de 176 millions d'USD, et l'USAID contribuera à hauteur de 7,4 millions d'USD sous forme de don. La contribution du Gouvernement bangladais, sous la forme d'un cofinancement parallèle, couvrira tous les véhicules achetés pour la phase II du NATP, les salaires des fonctionnaires qui travailleront à temps plein sur le projet, ainsi que d'autres dépenses². Le cas échéant, les taxes relatives à certaines dépenses pourront être réglées avec les fonds du FIDA par souci d'harmonisation avec la pratique en vigueur à l'IDA et de simplification des procédures comptables et de décaissement du projet.

² Comme le montre le tableau, la contribution du Gouvernement bangladais se monte à 6,65 millions d'USD (soit 3% du coût du projet). Il est possible que cette contribution soit sous-estimée, car elle ne tient pas compte des dépenses liées à l'embauche des agents de vulgarisation au niveau des upazillas par le Département de la pêche et le Département de l'élevage. Néanmoins, dans la mesure où le processus de recrutement est en cours et où les résultats n'ont pas encore été présentés au Comité des effectifs (Division des finances/Ministère des finances), le nombre final d'agents qui seront effectivement recrutés n'est pas encore connu. Par conséquent, le montant exact qui devra être ajouté à la contribution du gouvernement n'est pas encore arrêté.

Tableau
Coûts du programme/projet par catégorie de dépenses et par financeur
(en millions d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Prêt de la Banque mondiale		USAID		Gouvernement bangladais		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Biens, travaux, services et dépenses de fonctionnement	19,0	11,5	140,0	84,5			6,7	4,0	165,7
2. FIA-1 ³	2,3	8,8	16,5	63,0	7,4	28,2			26,2
3. FIA-2	2,0	11,8	15,0	88,2					17,0
4. FIA-3	0,5	10,9	4,0	87,0					4,6
5. Avance pour la préparation du projet (Banque mondiale)			0,5	100,0					0,5
Total	23,8	11,1	176,0	82,2	7,4	3,5	6,7	3,1	214

37. En outre, les bénéficiaires seront tenus de verser des contributions en espèces pour les dons de contrepartie. La contribution des bénéficiaires devrait s'élever à 6,5 millions d'USD.

C. Résumé des avantages et analyse économique

38. Avantages du projet. On estime que plus d'un million de ménages agricoles bénéficieront directement des activités du projet, notamment des services de vulgarisation améliorés, des liens plus étroits avec la recherche, des démonstrations de nouvelles technologies en exploitation, du renforcement des capacités par la formation et le développement des compétences, ainsi que des actifs productifs de cofinancement. L'expérience acquise permet de prévoir les importantes répercussions qu'aura le projet sur les agriculteurs qui ne font pas partie des groupes soutenus par le NATP (les groupements d'intérêt commun) ainsi que les transferts de connaissances dont ils pourront bénéficier. Par conséquent, tous les membres des communautés agricoles soutenues par le projet pourront tirer parti des technologies mises au point, des services de vulgarisation améliorés proposés, ainsi que du développement des liens avec le marché. Jusqu'à 3 millions d'agriculteurs vivant dans la zone du projet devraient bénéficier de la phase II du NATP. Le projet s'attachera à favoriser l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes de manière que ces dernières représentent une part significative des bénéficiaires directs.
39. Analyse économique. Les paramètres utilisés pour établir ces projections s'inspirent de l'expérience et de l'impact de la phase I du NATP. Sur cette base, le taux de rentabilité interne de la phase II du NATP est estimé à 28%, le taux de rendement économique (TRE) du projet à 31% et la valeur actuelle nette correspondante à 49,9 millions d'USD. Ce TRE devrait se maintenir dans l'hypothèse d'une baisse de 10% des revenus nets escomptés et/ou d'une augmentation de 10% des coûts du projet.

D. Durabilité

40. Afin de garantir la pérennité du modèle pour les transferts de technologies et la prestation de services de conseil aux agriculteurs, la phase II du NATP favorisera un système de vulgarisation pluraliste soutenant divers éléments complémentaires (personnel des services publics de vulgarisation, agents de vulgarisation privés locaux, agriculteurs chefs de file, centres d'information et de conseil aux agriculteurs, connectivité des TIC, accent sur la parité hommes-femmes, par exemple).
41. L'amélioration de l'accès aux savoirs, aux marchés, aux informations sur les prix et les marchés et aux services financiers contribuera à assurer la durabilité des

³ Pour une explication sur le FIA-1, le FIA-2 et le FIA-3, se référer au paragraphe 12.

groupements d'intérêt commun et des organisations partenaires soutenus par le projet. Afin de mieux faire entendre la voix des petits exploitants et de renforcer leur force économique dans les filières sélectionnées, la phase II du NATP établira des organisations de producteurs pour les agriculteurs. En outre, les groupements d'intérêt commun et les organisations partenaires solvables seront mis en relation avec des institutions financières qui participent à d'autres programmes/projets qui promeuvent l'accès aux financements.

42. La durabilité des résultats de la phase II du NATP sera également renforcée par le programme de développement des capacités institutionnelles et des compétences du projet.

E. Identification et atténuation des risques

43. Le risque que la phase II du NATP n'atteigne pas les objectifs et les cibles de développement du projet et que les activités prévues lors de cette même phase aient un impact négatif sur les personnes et l'environnement est considéré comme important.
44. Les risques importants identifiés à propos des politiques et des stratégies sectorielles concernent: l'éventuel défaut d'application de la loi sur le BARC; les retards dans l'embauche des agents de vulgarisation par le Ministère de la pêche et de l'élevage; et la longueur du processus d'approbation pour valider la PNVA. La phase II du NATP entend prévenir ces risques: i) en renforçant les capacités institutionnelles du BARC dans le domaine de la gestion de la recherche par l'embauche d'un prestataire de services international; ii) en faisant davantage appel aux agents de vulgarisation communautaires privés sur les questions liées à l'élevage et à la pêche afin de développer des modèles durables de vulgarisation privée (en élargissant les services payants en ce qui concerne l'élevage, en promouvant des sources de revenus supplémentaires pour les agents de vulgarisation locaux dans le domaine de la pêche, par exemple); et iii) en adoptant lors de la phase II du NATP certains des piliers fondamentaux de la PNVA (promotion d'une approche de groupe, vulgarisation complémentaire entre agriculteurs, promotion des services de vulgarisation privés, etc.).
45. Le risque important identifié à propos des capacités institutionnelles d'exécution porte sur la difficulté à coordonner quatre organismes d'exécution rattachés à deux ministères différents et sur leur capacité à exécuter les diverses composantes. Comme le montre le précédent projet, le problème de la coordination peut être résolu de façon adéquate grâce à une UGP neutre solidement pilotée. Le recrutement d'un directeur de projet expérimenté et d'une équipe d'experts techniques (consultants uniquement, pas de fonctionnaires) au sein de l'UGP sera un facteur clé pour pouvoir coordonner comme il se doit les organismes d'exécution. Les modalités d'exécution de la phase II du NATP (différentes de celles du projet précédent) comportent une importante mesure d'atténuation: le soutien apporté à chaque organisme d'exécution par les prestataires de services recrutés au niveau international.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

46. Dans la mesure où l'accent est mis sur l'accès aux marchés, les filières et l'autonomisation économique des populations marginalisées, la phase II du NATP s'inscrit dans le droit fil du Cadre stratégique du FIDA 2011-2015 et de l'actuel COSOP axé sur les résultats pour le Bangladesh. La conception du projet respecte les politiques du FIDA en matière de participation du secteur privé, d'environnement, de ciblage et de parité hommes-femmes. Elle est également conforme à la politique de la Banque mondiale en matière de protection des peuples autochtones. Pour ce qui est de l'impact sur l'environnement, le projet est classé dans la catégorie B.

B. Alignement et harmonisation

47. Le projet, conçu en étroite collaboration avec le Gouvernement bangladais, appuiera les priorités stratégiques du gouvernement dans le domaine de l'agriculture en augmentant la production, en assurant la sécurité alimentaire, en soutenant l'adaptation au changement climatique et en améliorant la nutrition grâce à des aliments plus sûrs et plus diversifiés. La phase II du NATP appuiera le processus de décentralisation déjà engagé pour les services de recherche et de vulgarisation agricoles.
48. Le projet sera exécuté via les structures gouvernementales existantes au niveau central, puis par les structures décentralisées lorsqu'elles seront opérationnelles.
49. La phase II du NATP sera cofinancée par la Banque mondiale et l'USAID. Elle tire profit de l'expérience des trois partenaires et établira des liens avec les projets existants pertinents, tels que le projet PACE soutenu par le FIDA et le Projet d'amélioration de l'infrastructure et des moyens de subsistance dans les haors.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

50. Avec le FIA, la phase II du NATP constitue un outil qui favorise la recherche pour mettre au point des technologies innovantes. Le FIA est au cœur de la stratégie de reproduction à plus grande échelle de la phase II du NATP. Il vise à fournir des dons pour financer des projets de recherche et des microprojets qui remplissent les conditions requises et seront mis en œuvre par les bénéficiaires potentiels du projet. Le FIA favorise la mise en place d'un programme compétitif de dons pour la recherche ainsi que l'adoption, par les agriculteurs, de technologies innovantes mises au point par la communauté de la recherche, et il soutiendra les opérateurs privés afin qu'ils puissent développer des créneaux et des débouchés commerciaux pour les agriculteurs et fournir des services adaptés aux besoins des exploitants (à travers des dons de contrepartie).

D. Participation à l'élaboration des politiques

51. En contribuant à la mise au point de technologies agricoles, la phase II du NATP appuiera les politiques qui permettent de créer un environnement favorable pour les petits exploitants agricoles. Il s'agira d'analyser les marchés et les filières propres à certains produits et de rédiger des notes d'orientation sectorielles à l'intention des hauts responsables.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

52. Un accord de financement entre la République populaire du Bangladesh et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
53. La République populaire du Bangladesh est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
54. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

55. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République populaire du Bangladesh un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à dix-sept millions de droits de tirage spéciaux (17 000 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated Financing Agreement:

"National Agricultural Technology Programme – Phase II Project (NATP-II)"

(Negotiations concluded on 29 June 2015)

Loan Number: [_____]

Project Title: National Agricultural Technology Programme – Phase II Project (the "Project")

The People's Republic of Bangladesh (the "Borrower")

and

the International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

Whereas the Borrower and the International Development Association ("IDA") have entered into a Financing Agreement dated [_____] (the "IDA Financing Agreement") to provide financing for the Project; and

Whereas the Borrower has requested the Fund to provide additional financing for the Project,

The Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement except for the provisions identified in Section D paragraph 3 below. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a loan to the Borrower (the "Loan"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Loan is seventeen million special drawing rights (SDR 17 000 000).
2. The Loan is granted on highly concessional terms, shall be free of interest but bear a service charge of three fourths of one percent (0.75%) per annum and have a maturity period of forty (40) years including a grace period of ten (10) years.

3. The Loan Service Payment Currency shall be the United States dollar.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 July.
5. Payments of the principal amount of the Loan and service charge shall be payable on each 15 February and 15 August.
6. There shall be one (1) Designated Account, for the Loan and for the exclusive use of the Project, in the Bangladesh Bank (the "Central Bank of the Borrower").
7. There shall be one (1) Project Account, denominated in Bangladeshi Taka, for the Loan and for the exclusive use of the Project, in a commercial bank acceptable to the Fund.

Section C

The Loan shall be administered and the Project supervised by IDA as the Cooperating Institution appointed by the Fund in accordance with Article III of the General Conditions, without prejudice to the rights of the Fund as provided in this Agreement.

Section D

1. The following is designated as an additional ground for the suspension of the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account: the Borrower's right to withdrawals under the IDA Financing Agreement has been suspended.
2. The following is designated as an additional ground for the cancellation of the Loan: the financing under the IDA Financing Agreement has been cancelled in whole or in part.
3. The following provision of the General Conditions shall not apply to this Agreement: Section 7.05 (Procurement).
4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Senior Secretary
Economic Relations Division
Ministry of Finance,
Government of the People's
Republic of Bangladesh
Sher-e-Bangla Nagar
Dhaka 1207, Bangladesh

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated [_____], has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower.

PEOPLE'S REPUBLIC OF BANGLADESH

Authorized Representative

INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

The Project shall be the same as described in Schedule 1 of the IDA Financing Agreement in Annex 1, as such may be amended by the Parties thereto from time to time. The Project shall be implemented in accordance with the provisions of Schedule 2 of the IDA Financing Agreement, as such may be amended by the Parties thereto from time to time.

Schedule 2

Allocation Table

1. Allocation of Loan Proceeds. The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Amount of the loan allocated (expressed in SDR)	Percentage of Expenditures to be Financed Inclusive of Taxes
(1) Goods (except vehicles), works, non-consulting services, consultants' services, training and Incremental Operating Costs under the Project	13 570 000	12%
(2) Grants under Part 1(b)(i) of the Project (AIF-1/PBRG)	1 600 000	12%
(3) Matching Grants under Parts 2(i)(A), 3(o)(A) and 4(i)(A) of the Project (AIF-2)	1 440 000	12%
(4) Matching Grants under Parts 2(i)(B), 3(o)(B) and 4(i)(B) of the Project (AIF-3)	390 000	12%
TOTAL	17 000 000	

Annex 1

Financing Agreement

(National Agricultural Technology Program – Phase II Project)

between

PEOPLE'S REPUBLIC OF BANGLADESH

and

INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION

Dated, 2015

FINANCING AGREEMENT

AGREEMENT dated , 2015, entered into between PEOPLE'S REPUBLIC OF BANGLADESH ("Recipient") and INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION ("Association"). The Recipient and the Association hereby agree as follows:

CONSIDERING THAT (A) the Recipient, having satisfied itself as to the feasibility and priority of the Project described in Schedule 1 to this Agreement ("Project"), has requested the Association to extend a credit in an amount equivalent to SDR 125,200,000, as provided in Section 2.01 of this Agreement, to assist in the financing of the Project;

(B) the Recipient has also requested the Association, acting as administrator of the United States Agency for International Development Trust Fund ("USAID Trust Fund"), to provide assistance towards the financing of the Project, and the Association has agreed to make available a grant to the Recipient from the USAID Trust Fund in an amount equal to seven million four hundred thirty thousand Dollars (\$7,430,000) to assist in the financing of Part 1(b)(ii) of the Project ("USAID Co-financing Grant Agreement"); and

(C) the Recipient has also requested the International Fund for Agricultural Development ("IFAD") to provide assistance towards the financing of the Project, and IFAD has agreed to make available a loan to the Recipient in an amount equal to twenty three million eight hundred sixty thousand Dollars (\$23,860,000) to assist in the financing of all the Parts of the Project (except for Parts 1(b) (ii) ("IFAD Co-financing Loan Agreement");

NOW THEREFORE, the Recipient and the Association hereby agree as follows:

ARTICLE I — GENERAL CONDITIONS; DEFINITIONS

- 1.01. The General Conditions (as defined in the Appendix to this Agreement) constitute an integral part of this Agreement.
- 1.02. Unless the context requires otherwise, the capitalized terms used in this Agreement have the meanings ascribed to them in the General Conditions or in the Appendix to this Agreement.

ARTICLE II — FINANCING

- 2.01. The Association agrees to extend to the Recipient, on the terms and conditions set forth or referred to in this Agreement, a credit in an amount equivalent to one hundred and twenty five million two hundred thousand Special Drawing Rights (SDR 125,200,000) (variously, "Credit" and "Financing"), to assist in financing the Project.
- 2.02. The Recipient may withdraw the proceeds of the Financing in accordance with Section IV of Schedule 2 to this Agreement.

- 2.03. The Maximum Commitment Charge Rate payable by the Recipient on the Unwithdrawn Financing Balance shall be one-half of one percent (1/2 of 1%) per annum.
- 2.04. The Service Charge payable by the Recipient on the Withdrawn Credit Balance shall be equal to three-fourths of one percent (3/4 of 1%).
- 2.05. The Payment Dates are February 15 and August 15 in each year.
- 2.06. The principal amount of the Credit shall be repaid in accordance with the repayment schedule set forth in Schedule 3 to this Agreement.
- 2.07. The Payment Currency is Dollar.

ARTICLE III — PROJECT

- 3.01. The Recipient declares its commitment to the objectives of the Project. To this end, the Recipient shall carry out the Project in accordance with the provisions of Article IV of the General Conditions.
- 3.02. Without limitation upon the provisions of Section 3.01 of this Agreement and except as the Association shall otherwise agree, the Recipient shall ensure that the Project is carried through its Implementing Agencies in accordance with the provisions of Schedule 2 to this Agreement. Specifically, the Recipient shall:
 - (a) through MOA, cause: (i) BARC to carry out Part 1 of the Project; and (ii) DAE to carry out Part 2 of the Project;
 - (b) through MOFL, cause: (i) DOF to carry out Part 3 of the Project, and (ii) DLS to carry out Part 4 of the Project; and
 - (c) through MOA cause the PMU to carry out Part 5 of the Project.

ARTICLE IV — EFFECTIVENESS, TERMINATION

- 4.01. The Additional Conditions of Effectiveness consist of the following:
 - (a) the USAID Co-financing Grant Agreement has been executed and delivered on behalf of the Recipient and all conditions precedent to its effectiveness or to the right of the Recipient to make withdrawals under it (other than the effectiveness of this Agreement) have been fulfilled;
 - (b) the IFAD Co-financing Loan Agreement has been executed and delivered on behalf of the Recipient and IFAD and all conditions precedent to its effectiveness or to the right of the Recipient to

make withdrawals under it (other than the effectiveness of this Agreement) have been fulfilled; and

- (c) the Project Implementation Manual has been adopted by all the Implementing Agencies in a manner satisfactory to the Association.

4.02. The Effectiveness Deadline is the date ninety (90) days after the date of the signing of this Agreement.

4.03. For purposes of Section 8.05 (b) of the General Conditions, the date on which the obligations of the Recipient under this Agreement (other than those providing for payment obligations) shall terminate is twenty (20) years after the date of this Agreement.

ARTICLE V — REPRESENTATIVE; ADDRESSES

5.01. The Recipient's Representative is the Senior Secretary/Secretary, or the Additional Secretary, or any Joint Secretary, or Deputy Secretary, or Senior Assistant Secretary, or Assistant Secretary, or Joint Chief, or Deputy Chief, or Senior Assistant Chief, or Assistant Chief of the Economic Relations Division of the Recipient's Ministry of Finance.

5.02. The Recipient's Address is:

Economic Relations Division
Ministry of Finance
Government of the People's Republic of Bangladesh
Sher-e-Bangla Nagar
Dhaka 1207, Bangladesh

Facsimile:

88029180671

5.03. The Association's Address is:

International Development Association
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433
United States of America

Cable:

Telex:

Facsimile:

INDEVAS 248423 (MCI)
Washington, D.C.

1-202-477-6391

AGREED at _____, People's Republic of Bangladesh, as of the day and year first above written.

PEOPLE'S REPUBLIC OF BANGLADESH

By

Authorized Representative
Name: _____
Title: _____

INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION

By

Authorized Representative
Name: _____
Title: _____

SCHEDULE 1

Project Description

The objective of the Project is to increase agricultural productivity of smallholder farms and improve smallholder farmers' access to markets in Selected Districts.

The Project consists of the following Parts:

Part 1: Enhancing Agricultural Technology Generation

Helping improve the performance of the NARS by:

- (a) strengthening agricultural research institutions by, inter alia: (i) strengthening the institutional capacity of BARC and selected national agricultural research institutes, including to carry out research management, institutional coordination, policy formulation activities; (ii) supporting the carrying out of doctoral studies of eligibled staff from the Implementing Agencies; (iii) building, updating and renovating research infrastructure of selected national agricultural research institutes, including the construction of laboratory infrastructure and the acquisition of associated research equipment; and (iv) developing a web-based agricultural research platform to serve as a research database and knowledge center; and
- (b) Supporting the development of innovative agricultural technologies, mobilization of available research capacity and stimulation of scientific creativity by: (i) establishing and operating a program-based research initiative, including the provision of Grants to be funded out of AIF-1/PBRG; and (ii) establishing and operating a competitive research grant program aimed at promoting agricultural technology generation, including the provision of Grants, to be funded out of AIF-1/CRG, to in-country research providers.

Part 2: Supporting Crop Development

Supporting DAE to carry out an integrated approach to increase crop productivity, quality and output and facilitate crop farmers' access to markets by, inter alia: (a) enhancing skills, mobility and connectivity of public extension workers; (b) supporting the development of farmers information and advise centers; (c) promoting the use of information-and-communication-technology-based extension methods; (d) developing skills of farmers to scale up the dissemination of good agricultural practices and identify technologies for a sustainable production of safer food; (e) promoting farm and off-farm mechanization processes to increase crop productivity and efficiency in crop handling and reduce post-harvest losses; (f) facilitating collaboration with the private sector in areas such as agro-processing, value-chain integration and machinery hire-services; (g) strengthening the institutional capacities of entities involved in the crop sector through the carrying out of capacity-building activities and building of selected associated infrastructure in the crop sector such as seed testing laboratories; (h) improving smallholders' marketing activities through the setting up of run collection points for washing, sorting, the

upgrading of specific commodities and the building of commodity collection points and other marketing facilities; and (i) establishing and operating a matching grant scheme aimed at supporting the adoption of new crop technologies and the carrying out of rural services and value-chain activities beneficial to crop farmers, including: (A) the provision of Matching Grants to be funded out of AIF-2 to eligible crop farmer groups; and (B) the provision of Matching Grants to be funded out of AIF-3 to eligible rural entrepreneurs.

Part 3: Supporting Fisheries Development

Supporting DOF to carry out of an integrated approach to increase fish productivity, quality and output and facilitate fish farmers' access to markets by, inter alia: (a) providing support for the sustainable development of inland culture fisheries and inland capture fisheries; (b) promoting selected fish production models involving improved fish varieties; (c) supporting the production of better quality fish seed; (d) supporting the introduction of appropriate fish feed; (e) applying relevant fisheries management tools including community-based fisheries management activities; (f) restoring aquatic habitats; (g) creating suitable market linkages for better access to markets; (h) supporting institutional capacity enhancement for quality control in fish feed development including the improvement of associated facilities; (i) promoting climate-resilient and innovative aquaculture technologies; (j) strengthening existing and recruiting new local extension agents for fisheries aimed at expanding the delivery of extension services, and improving their skills, mobility and connectivity; (k) promoting information-and-communication-technology-based extension methods; (l) carrying out of activities to strengthen linkages with fisheries research; (m) facilitating the participation of smallholder fish farmers in selected commodity markets; (n) improving fish market infrastructure and management of such infrastructure; and (o) establishing and operating a matching grant scheme aimed at supporting the adoption of new fish technologies and the carrying out of rural services and value-chain activities beneficial to fish farmer groups, including: (A) the provision of Matching Grants to be funded out of AIF-2 to eligible fish farmer groups; and (B) the provision of Matching Grants to be funded out of AIF-3 to eligible rural entrepreneurs.

Part 4: Supporting Livestock Development

Supporting DLS to carry out of an integrated approach to increase livestock productivity, quality and output and facilitate livestock farmers' access to markets by, inter alia: (a) strengthening and building capacities of livestock institutions; (b) strengthening existing and recruiting new community extension agents for livestock aimed at expanding the delivery of extension services, and improving their skills, mobility and connectivity; (c) reinforcing linkages between research, extension and livestock farmers; (d) scaling up outreach programs such as fodder development, primary animal health care, artificial insemination and reproductive management services; (e) demonstrating improved and climate-resilient animal husbandry practices; (f) facilitating a close collaboration with the private sector; (g) supporting the development of livestock food safety and food quality standards; (h) piloting community level market interventions aimed at increasing farmer's participation in selected commodity markets; and (i) establishing and operating a matching grant scheme aimed at supporting the adoption of new livestock technologies and the carrying out of rural services and

value-chain activities beneficial to livestock farmers, including: (A) the provision of Matching Grants to be funded out of AIF-2 to eligible livestock farmer groups; and (B) the provision of Matching Grants to be funded out of AIF-3 to eligible rural entrepreneurs.

Part 5: Project Management

Supporting the implementation, management and coordination of the Project activities including: (a) the carrying out communication, public awareness and outreach activities; (b) the coordination of Project monitoring, progress reporting, impact evaluation, and GAAP's implementation activities; and (c) the preparation of analytical studies and policy notes on areas such as agricultural research, extension, and production.

SCHEDULE 2

Project Execution

Section I. Implementation Arrangements

A. Institutional Arrangements

1. The Recipient shall establish, by the date which is no later than one month after the Effective Date, and thereafter maintain throughout the implementation of the Project:
 - (a) a Joint Project Steering Committee, with a mandate, terms of reference and resources satisfactory to the Association, which shall be: (i) co-chaired by MoA and MoFL on an alternate basis; (ii) composed of senior representatives from relevant Ministries, the Planning Commission and each Implementing Agency, as well as from farmers' groups and rural entrepreneurs; and (iii) responsible for, inter alia: (A) providing strategic and policy direction on all activities under the Project; (B) approving Project annual budgets and activities' plans; and (C) addressing any obstacle during the implementation of the Project; and
 - (b) a Project Management Unit with mandate, terms of reference and resources satisfactory to the Association, which shall be: (i) headed by a full-time Project director with terms of reference, qualifications and experience satisfactory to the Association; (ii) composed of relevant technical experts, and senior specialists in, inter alia, procurement, financial management, gender, marketing, information-technology, communication and public awareness, research-extension linkages, sector coordination, producer organizations, monitoring and evaluation and reporting matters, all with terms of reference and qualifications and experience satisfactory to the Association; and (iii) responsible for, inter alia, overseeing the overall coordination, implementation and management of the Project, including the activities to be carried out by the Project Implementation Units.
2. The Recipient shall establish, by the date which is no later than two months after the Effective Date, and thereafter maintain throughout the implementation of the Project in each of the Implementing Agencies, a Project Implementation Unit, with mandate, terms of reference and resources satisfactory to the Association, which shall be: (i) headed by a full-time director with terms of reference, qualifications and experience satisfactory to the Association; (ii) composed of relevant technical experts and senior specialists in, inter alia, procurement, financial management, environment and social safeguards, and monitoring and reporting, all with terms of reference, qualifications and experience satisfactory to the Association; and (iii) responsible for, inter alia, carrying out the procurement, financial management, environment, social, monitoring and reporting activities of its respective part under the Project, including

coordinating the implementation of its respective Part of the Project in accordance with the Project Implementation Manual.

3. The Recipient, through DAE, shall enter into a strategic partnership agreement with HORTEX, under terms and conditions satisfactory to the Association, whereby, inter alia, HORTEX agrees to provide technical assistance to support DAE in the carrying out of Part 2(f) of the Project.

B. Project Implementation Manual

1. The Recipient shall maintain the Project Implementation Manual, in form and substance satisfactory to the Association, which shall include, inter alia:
 - (a) the Project administrative, accounting, auditing, reporting, financial (including cash flow aspects in relation thereto), procurement and disbursement procedures of the Project; and
 - (b) the Project monitoring and evaluation framework, including all the Project monitoring indicators and targets.
2. The Recipient shall, through each Implementing Agency, ensure that the Project is carried out in accordance with the arrangements and procedures set out in the Project Implementation Manual, provided, however, that in the case of any conflict between the arrangements and procedures set out in the Project Implementation Manual and the provisions of this Agreement, the provisions of this Agreement shall prevail.
3. Except as the Association shall otherwise agree in writing, the Recipient shall not amend, abrogate or waive any provision of the Project Implementation Manual.

C. Agricultural Innovation Fund Operational Guidelines and Procedures

1. Prior to starting the carrying out of Parts 1(b), 2(i), 3(o) and 4(i) of the Project, the Recipient, shall cause each Implementing Agency to adopt, and thereafter maintain, throughout the implementation of the Project and in form and substance satisfactory to the Association, operational guidelines and procedures for the management and operation of an agricultural innovation fund ("Agricultural Innovation Fund Operational Guidelines and Procedures"), which shall include, inter alia:
 - (a) AIF-1/PBRG Operational Guidelines and Procedures;
 - (b) AIF-1/CRG Operational Guidelines and Procedures;
 - (c) AIF-2 Operational Guidelines and Procedures;
 - (d) AIF-3 Operational Guidelines and Procedures; and
 - (e) the terms and conditions of each Subproject Financing Agreement to be entered into between an Implementing

Agency and an Eligible Beneficiary to access to one of the funds referred to in paragraph (a), which shall include, inter alia:

- (i) the Eligible Beneficiary's obligations to: (A) carry out the Subproject with due diligence and efficiency and in accordance with sound technical, economical, financial, managerial, environmental and social standards and practices set out in the Agricultural Innovation Fund Operational Guidelines and Procedures; (B) provide in cash contributions of thirty percent (30%) of the total cost of the Matching Grant to be financed out of AIF-2, cash contributions of fifty percent (50%) of the total cost of the Matching Grant to be financed out of AIF-3 or any other percentages approved by the Association; (C) procure the goods, works and services to be financed out of the Grants or Matching Grants in accordance with the provisions of this Agreement; (D) maintain policies and procedures to enable to monitor the progress of the Subproject and the achievement of its objectives; (E) comply with, the terms and conditions of the EMF, SMF and PMP and each relevant Safeguards Assessment and Plan, as applicable; and (F) to accept physical or documentary inspection by the Implementing Agency and/or the Association, in relation to the carrying out of the Subproject; and
 - (ii) the Implementing Agency's right to suspend or terminate the right of the beneficiary to use the proceeds of Subproject Financing, as the case maybe, or obtain a refund of all or any part of the amount of Grants or Matching Grants then withdraw, upon the beneficiary's failure to perform any obligations under the Subproject Financing Agreement.
2. The Recipient shall ensure that the Project and each Subproject is carried out in accordance with the Agricultural Innovation Fund Operational Guidelines and Procedures, provided, however, that in the case of any conflict between the arrangements and procedures set out in Agricultural Innovation Fund Operational Guidelines and Procedures and the provisions of this Agreement, the provisions of this Agreement shall prevail.
3. Except as the Association shall otherwise agree, the Recipient shall not amend, abrogate or waive any provision of the Agricultural Innovation Fund Operational Guidelines and Procedures.
4. The Recipient shall: (a) engage, not later than September 30, 2017 or such later date as the Association shall otherwise agree, an independent third party entity under terms of reference satisfactory to the Association, to carry out two (2) technical and financial assessments (one assessment to be carried out prior to the Project's mid-term review established by the Association and the other prior to the Project's Closing Date) for purposes

of evaluating the management and operation of the agricultural innovation fund referred to in the above-mentioned Section I.C.1; and

- (b) review with the Association, by July 31, 2018, or such other date as the Association shall request, the results of the assessment report referred to in (a) above, and thereafter, take all measures required to ensure the efficient completion of the Project and the achievement of the objectives thereof, based on the conclusions and recommendations of the said report and the Association's views on the matter.

D. Environmental and Social Safeguards

1. The Recipient shall ensure that the Project is carried out in accordance with the provisions of the EMF, SMF, PMP and the relevant Safeguard Assessments and Plans.
2. Whenever an additional or revised Safeguard Assessment and Plan shall be required for any proposed Project activity, including any Subproject, in accordance with the provisions of the EMF and SMF, as the case may be, the Recipient shall:
 - (a) prior to the commencement of such activity, proceed to have such Safeguard Assessment and Plan: (i) prepared in accordance with the provisions of the EMF and SMF, as the case may be; (ii) furnished to the Association for review and approval; and (iii) thereafter adopted and disclosed as approved by the Association, in a manner acceptable to the Association;
 - (b) thereafter take such measures as shall be necessary or appropriate to ensure compliance with the requirements of such Safeguard Assessment and Plan; and
 - (c) in the case of any resettlement activity under the Project involving Affected Persons, ensure that no displacement shall occur before necessary resettlement measures consistent with the RAP applicable to such activity have been executed, including, in the case of displacement, full payment to Affected Persons of compensation and of other assistance required for relocation, prior to displacement.
3. The Recipient shall not amend, abrogate or waive, or permit to be amended, abrogated or waived, the EMF, SMF, PMP or any Safeguard Assessments and Plans, unless the Association has provided its prior approval thereof in writing, and the Recipient has complied with the same consultation and disclosure requirements as applicable to the original adoption of the said instruments.
4. Without limitation on its other reporting obligations under this Agreement, the Recipient shall collect, compile and submit to the Association on a bi-annual basis (or such other frequency as may be agreed with the Association) consolidated reports on the status of compliance with the EMF, SMF, PMP and the Safeguard Assessments and Plans, giving details

of: (a) measures taken in furtherance of the said instruments; (b) conditions, if any, which interfere or threaten to interfere with the smooth implementation of the said measures; and (c) remedial measures taken or required to be taken to address such conditions.

5. In the event of any conflict between the provisions of any of the EMF, SMF, PMP or any Safeguard Assessments and Plan, and the provisions of this Agreement, the provisions of this Agreement shall prevail.

E. Anti-Corruption

1. The Recipient shall ensure that the Project is carried out in accordance with the provisions of the Anti-Corruption Guidelines.
2. Without limitation on the provisions of paragraph 1 above, the Recipient shall:

(a) carry out the Governance and Accountability Action Plan in accordance with its terms; and

(b) submit reports on the status of the implementation of said plan as part of each Project Report (or such other frequency as may be agreed with the Association).

Section II. Project Monitoring, Reporting and Evaluation

A. Project Reports

1. The Recipient shall monitor and evaluate the progress of the Project and prepare Project Reports in accordance with the provisions of Section 4.08 of the General Conditions and on the basis of the indicators acceptable to the Association and set forth in the Project Implementation Manual. Each Project Report shall cover the period of one (1) calendar quarter, and shall be furnished to the Association not later than forty-five (45) days after the end of the period covered by such report.
2. Without limitation on the provisions of paragraph 1 above, the Recipient shall engage, not later than four months after the Effective Date, an independent third party entity, under terms of reference satisfactory to the Association, to carry out a Project baseline survey and stakeholders analysis, mid-term and end-of-project surveys, an impact evaluation, draft implementation progress reports and any other work pertaining to the monitoring and evaluation aspects of the Project.

B. Financial Management, Financial Reports and Audits

1. The Recipient shall maintain or cause to be maintained a financial management system in accordance with the provisions of Section 4.09 of the General Conditions.

2. Without limitation on the provisions of Part A of this Section, the Recipient shall prepare and furnish to the Association as part of the Project Report, not later than forty-five (45) days after the end of each calendar quarter, interim unaudited financial reports for the Project covering the quarter, in form and substance satisfactory to the Association.
3. The Recipient shall have its Financial Statements audited in accordance with the provisions of Section 4.09 (b) of the General Conditions. Each audit of the Financial Statements shall cover the period of one (1) fiscal year of the Recipient. The audited Financial Statements for each such period shall be furnished to the Association not later than six (6) months after the end of such period.

Section III. Procurement

A. General

1. Goods, Works and Non-consulting Services

All goods, works and non-consulting services required for the Project and to be financed out of the proceeds of the Financing shall be procured in accordance with the requirements set forth or referred to in Section I of the Procurement Guidelines, and with the provisions of this Section.

2. Consultants' Services

All consultants' services required for the Project and to be financed out of the proceeds of the Financing shall be procured in accordance with the requirements set forth or referred to in Sections I and IV of the Consultant Guidelines, and with the provisions of this Section.

3. Definitions

The capitalized terms used below in this Section to describe particular procurement methods or methods of review by the Association of particular contracts, refer to the corresponding method described in Sections II and III of the Procurement Guidelines, or Sections II, III, IV and V of the Consultant Guidelines, as the case may be.

B. Particular Methods of Procurement of Goods, Works and Non-consulting Services

1. International Competitive Bidding. Except as otherwise provided in paragraph 2 below, goods, works and non-consulting services shall be procured under contracts awarded on the basis of International Competitive Bidding.
2. Other Methods of Procurement of Goods, Works and Non-consulting Services. The following methods, other than International Competitive Bidding, may be used for procurement of goods, works and non-consulting services for those contracts specified in the Procurement Plan: (a) National Competitive Bidding, following the procedures of the Procurement Laws subject to the additional provisions set forth in paragraph 3 below; (b) Shopping; (c) Direct Contracting; and (d) Well-

established Private Sector Procurement Methods or Commercial Practices which have been found to be acceptable to the Association.

3. National Competitive Bidding Procedures. The following provisions apply for the contracting of goods, works and non-consulting services under National Competitive Bidding, using bidding documents acceptable to the Association:
 - (a) post bidding negotiations shall not be allowed with the lowest evaluated or any other bidder;
 - (b) bids should be submitted and opened in public in one (1) location immediately after the deadline for submission;
 - (c) lottery in award of contracts shall not be allowed;
 - (d) bidders' qualification/experience requirement shall be mandatory; bids shall not be invited on the basis of percentage above or below the estimated cost and contract award shall be based on the lowest evaluated bid price of compliant bid from eligible and qualified bidder; and
 - (e) single stage two (2) envelope procurement system shall not be allowed.

C. Particular Methods of Procurement of Consultants' Services

1. Quality- and Cost-based Selection. Except as otherwise provided in paragraph 2 below, consultants' services shall be procured under contracts awarded on the basis of Quality and Cost-based Selection.
2. Other Methods of Procurement of Consultants' Services. The following methods, other than Quality and Cost-based Selection, may be used for procurement of consultants' services for those contracts which are specified in the Procurement Plan: (a) Quality-based Selection; (b) Selection under a Fixed Budget; (c) Least Cost Selection; (d) Selection based on Consultants' Qualifications; (e) Single-source Selection of consulting firms; (f) Procedures set forth in paragraphs 5.2 and 5.3 of the Consultant Guidelines for the Selection of Individual Consultants; (g) Single-source procedures for the Selection of Individual Consultants; and (f) Well-established Private Sector Procurement Methods or Commercial Practices acceptable to the Association.

D. Pooled Procurement of Selected Goods and Services

Notwithstanding the provisions of Section III of this Schedule, the procurement of Selected Goods and Services will be pooled following the procedures set forth in the Project Implementation Manual.

E. Review by the Association of Procurement Decisions

The Procurement Plan shall set forth those contracts which shall be subject to the Association's Prior Review. All other contracts shall be subject to Post Review by the Association.

Section IV. Withdrawal of the Proceeds of the Financing

A. General

1. The Recipient may withdraw the proceeds of the Financing in accordance with the provisions of Article II of the General Conditions, this Section, and such additional instructions as the Association shall specify by notice to the Recipient (including the "World Bank Disbursement Guidelines for Projects" dated May 2006, as revised from time to time by the Association and as made applicable to this Agreement pursuant to such instructions), to finance Eligible Expenditures as set forth in the table in paragraph 2 below.
2. The following table specifies the categories of Eligible Expenditures that may be financed out of the proceeds of the Financing ("Category"), the allocations of the amounts of the Financing to each Category, and the percentage of expenditures to be financed for Eligible Expenditures in each Category:

Category	Amount of the Credit Allocated (expressed in SDR)	Percentage of Expenditures to be Financed (inclusive of Taxes)
(1) Goods (except vehicles), works, non-consulting services, consultants' services Training and Incremental Operating Costs under the Project	99,550,000	88%
(2) Grants under Part 1(b)(i) of the Project (AIF-1/PBRG)	11,750,000	88% of the amount disbursed for a Grant
(3) Matching Grants under Parts 2(i)(A), 3(o)(A) and 4(i)(A) of the Project (AIF-2)	10,650,000	88% of the amount disbursed for a Matching Grant
(4) Matching Grants under Parts 2(i)(B), 3(o)(B) and 4(i)(B) of the Project (AIF-3)	2,850,000	88% of the amount disbursed for a Matching Grant
(5) Refund of Project Preparation Advance	400,000	Amount payable pursuant to Section 2.07 of the General Conditions
TOTAL AMOUNT	125,200,000	

B. Withdrawal Conditions; Withdrawal Period

1. Notwithstanding the provisions of Part A of this Section, no withdrawal shall be made:
 - (a) for payments made prior to the date of this Agreement;
 - (b) under Category (2) unless the AIF-1/PBRG Operational Guidelines and Procedures have been submitted by the Recipient to the Association, in a manner satisfactory to the Association;
 - (c) under Category (3) unless the AIF-2 Operational Guidelines and Procedures have been submitted by the Recipient to the Association, in a manner satisfactory to the Association;
 - (d) under Category (4) unless the AIF-3 Operational Guidelines and Procedures have been submitted by the Recipient to the Association, in a manner satisfactory to the Association; and
 - (e) for Eligible Expenditures under a contract financed or agreed to be financed by any other international institution or agency, or the Association, under any other agreement.
2. The Closing Date is September 30, 2021.

C. Other Commitment

By no later than twelve (12) months after the Effective Date, the Recipient shall enhance its current manual system of accounting by a computerized financial management information system, in a manner satisfactory to the Association, to facilitate easy and timely access to Project financial information and its consolidation.

SCHEDULE 3

Repayment Schedule

Date Payment Due	Principal Amount of the Credit repayable (expressed as a percentage)*
On each February 15 and August 15, commencing August 15, 2021 to and including February 15, 2053	1.5625%

* The percentages represent the percentage of the principal amount of the Credit to be repaid, except as the Association may otherwise specify pursuant to Section 3.03 (b) of the General Conditions.

APPENDIX

Section I. Definitions

1. "AIF-1/CRG" means Agriculture Innovation Fund Window 1 for Competitive Research Grant.
2. "AIF-1/PBRG" means Agriculture Innovation Fund Window 1 for Performance Based Research.
3. "AIF-2" means Agriculture Innovation Fund Window 2.
4. "AIF-3" means Agriculture Innovation Fund Window 3.
5. "AIF-1/CRG Operational Guidelines and Procedures" means the rules, procedures and eligibility criteria for managing the AIF-1/CRG referred to in Section I.C.1(b) of Schedule 2 to this Agreement to promote agricultural technology generation through Grants for research providers under Part 1(b)(ii) of the Project.
6. "AIF-1/PBRG Operational Guidelines and Procedures" means the rules, procedures and eligibility criteria for managing the AIF-1/PBR referred to in Section I.C.1(a) of Schedule 2 to this Agreement to promote agricultural technology generation through Grants for research providers under Part 1(b)(i) of the Project.
7. "AIF-2 Operational Guidelines and Procedures" means the rules, procedures and eligibility criteria for managing the AIF-2 referred to in Section I.C.1(c) of Schedule 2 to this Agreement to promote the adoption of innovative technologies through Matching Grants for CIGs under Parts 2(i)(A), Part 3(o)(A) and 4(i)(A) of the Project; including rules and procedures establishing that AIF-2 shall only co-finance capital investments and technical assistance.
8. "AIF-3 Operational Guidelines and Procedures" means the rules, procedures and eligibility criteria for managing the AIF-3 referred to in Section I.C.1(d) of Schedule 2 to this Agreement to support private sector operators through Matching Grants for rural entrepreneurs under Part 2(i)(B), Part 3(o)(B) and 4(i)(B) referred to in Section I.C.1(a) and (b) of Schedule 2 to this Agreement; including rules and procedures establishing that AIF-3 shall only co-finance capital investments and technical assistance.
9. "Affected Person" means a person who, on account of the execution of the Project, experienced or would experience direct economic and social impacts caused by: (a) the involuntary taking of land, resulting in (i) relocation or loss of shelter; (ii) loss of assets or access to assets; or (iii) loss of income sources or means of livelihood, whether or not such person must move to another location; or (b) the involuntary restriction to access to legally designated parks and protected areas, resulting in adverse

- impacts on the livelihood of such person; and "Affected Persons" means, collectively, all such Affected Persons.
10. "Agricultural Innovation Fund Operational Guidelines and Procedures" means the set of operational guidelines and procedures referred to in Section I.C.1.(a),(b), (c) and (d) of Schedule 2 of this Agreement; as such guidelines may be amended, abrogated or waived from time to time with the prior agreement of the Association
 11. "Anti-Corruption Guidelines" means the "Guidelines on Preventing and Combating Fraud and Corruption in Projects Financed by IBRD Loans and IDA Credits and Grants", dated October 15, 2006 and revised in January 2011.
 12. "BARC" means the Bangladesh Agricultural Research Council, established in 1973 by the Recipient's Presidential Order 32 of 1973, as amended in 2012 through the BARC Act of 2012.
 13. "Category" means a category set forth in the table in Section IV of Schedule 2 to this Agreement.
 14. "Consultant Guidelines" means the "Guidelines: Selection and Employment of Consultants under IBRD Loans and IDA Credits and Grants by World Bank Borrowers" dated January 2011(revised July 2014).
 15. "DAE" means the Department of Agricultural Extension within MOA and any successor thereto acceptable to the Association.
 16. "DLS" means the Department of Livestock Services within MOFL and any successor thereto acceptable to the Association.
 17. "DOF" means the Department of Fisheries within MOFL, and any successor thereto acceptable to the Association.
 18. "EIA" mean each of the environmental impact assessments to be prepared under the Project in accordance with the EMF, pursuant to Section I.D of Schedule 2 to this Agreement, each such assessment in form and substance satisfactory to the Association, and defining details of potential environmental risks and adverse impacts associated with the implementation of Project activities, together with an environmental management plan defining measures to manage such risks and impacts; as each EIA may be revised, supplemented or updated from time to time with the prior agreement between the Recipient and the Association.
 19. "Eligible Beneficiary" means an entity which meets the requirements of and has been selected by the relevant Implementing Agency in accordance with the Agricultural Innovation Fund Operational Guidelines and Procedures, and which has entered into a Subproject Financing Agreement with the relevant Implementing Agency.
 20. "EMF" means the environmental management framework of the Recipient dated November 5, 2014 and disclosed on November 18, 2014, setting forth the policy framework, principles, standards, processes and

institutional arrangements to be applied to assess potential adverse environmental impacts associated with Project activities and the ways to avoid, minimize, mitigate or offset them, including public consultation, disclosure and reporting; as such framework may be revised, supplemented or updated from time to time with the prior agreement between the Recipient and the Association.

21. "EMP" mean each environmental management plan to be prepared under the Project in accordance with the EMF, pursuant to Section I.D of Schedule 2 to this Agreement, each such plan in form and substance satisfactory to the Association, and defining details of measures to manage potential environmental risks and mitigate, reduce and/or offset adverse environmental impacts associated with the implementation of Project activities, together with adequate budget, institutional, monitoring and reporting arrangements capable of ensuring proper implementation of, and regular feedback on compliance with, its terms; as each EMP may be revised, supplemented or updated from time to time with the prior agreement between the Recipient and the Association.
22. "General Conditions" means the "International Development Association General Conditions for Credits and Grants", dated July 31, 2010.
23. "Governance and Accountability Action Plan" and "GAAP" mean the plan agreed between the Association and the Recipient, dated May 10, 2015, setting forth actions and measures to be taken by the Recipient to ensure integrity, transparency and accountability in the implementation of the Project and the use of the proceeds of the Financing; as each GAAP may be revised, supplemented or updated from time to time with the prior agreement between the Recipient and the Association.
24. "Grant" means the amount allocated for each Subproject in accordance with the rules set forth in the Agricultural Innovation Fund Operational Guidelines and Procedures; and "Grants" means collectively, all such Grants.
25. "HORTEX" means the Horticulture Export Development Foundation; or any other successor thereto acceptable to the Association.
26. "IFAD" means the International Fund for Agricultural Development.
27. "IFAD Co-financing Loan Agreement" means the agreement to be entered into between the Recipient and IFAD, providing a loan in an approximate amount of \$23,860,000 for purposes of financing of all the Parts of the Project (except for Parts 1(b), 2(i), 3(o) and 4(i)).
28. "Implementing Agencies" means: (a) BARC; (b) DAE; (c) DLS; and (d) DOF; and "Implementing Agency" means any of the aforementioned entities.
29. "Incremental Operating Costs" means the reasonable required costs for the day-to-day coordination, administration and supervision of Project activities, including leasing and/or routine repair and maintenance of vehicles, equipment, facilities and office premises, fuel, office supplies,

utilities, consumables, communication expenses, translation, printing, photocopying and postal expenses, bank charges, advertising expenses, insurance, costs of clearing, forwarding, inspection, survey and transportation of goods, Project-related meeting expenses eligible under the PIM, and Project-related travel allowances, subsistence and lodging expenses for civil servants from the Project Implementation Units, and Project districts and upazillas only for Project supervision and monitoring activities, but excluding salaries, allowances and honorarium of officials of the Recipient's civil service and/or other sitting allowances and honorarium.

30. "Joint Project Steering Committee" means the committee referred to in Section I.A.1(a) of Schedule 2 to this Agreement.
31. "Matching Grant" means the amount allocated for each Subproject in accordance with the rules set forth in the Agricultural Innovation Fund Operational Guidelines and Procedures; and "Matching Grants" means collectively, all such Matching Grants.
32. "MOA" means the Recipient's Ministry of Agriculture and any successor thereto acceptable to the Association.
33. "MOFL" means the Recipient's Ministry of Fisheries and Livestock, and any successor thereto acceptable to the Association.
34. "NARS" means the Recipient's National Agricultural Research System, consisting of twelve agricultural research institutes under the umbrella of BARC.
35. "PMP" means the pest management plan of the Recipient dated November 5, 2014 and disclosed on November 18, 2014, setting for an integrated approach to pest management practices under the Project; as such plan may be revised, supplemented or updated from time to time with the prior agreement between the Recipient and the Association.
36. "Procurement Guidelines" means the "Guidelines: Procurement of Goods, Works and Non-consulting Services under IBRD Loans and IDA Credits and Grants by World Bank Borrowers" dated January 2011 (revised July 2014).
37. "Procurement Laws" means collectively, the Recipient's Procurement Act 2006 (Act No. 24 of 2006), Public Procurement Rules 2008 (as amended in August 2009) and Public Procurement Act (1st Amendment) 2009.
38. "Procurement Plan" means the Recipient's procurement plan for the Project, dated May 9, 2015 and referred to in paragraph 1.18 of the Procurement Guidelines and paragraph 1.25 of the Consultant Guidelines, as the same shall be updated from time to time in accordance with the provisions of said paragraphs.
39. "Project Implementation Manual" or "PIM" the manual referred to in Section I.B.1 of Schedule 2 to this Agreement.

40. "Project Implementation Unit" means the unit to be maintained by each of the Implementing Agencies in accordance with the provision of Section I.A.2 of Schedule 2 to this Agreement, and "Project Implementation Units" means, collectively, all such Project Implementation Units.
41. "Project Management Unit" means the unit to be maintained by the Recipient in accordance with the provisions of Section 1.A.1(b) of Schedule 2 to this Agreement.
42. "Project Preparation Advance" means the advance referred to in Section 2.07 of the General Conditions, granted by the Association to the Recipient pursuant to the letter agreement signed on behalf of the Association on February 16, 2015, and on behalf of the Recipient on March 3, 2015.
43. "RAP" mean each resettlement action plan to be prepared under the Project in accordance with the SMF, pursuant to Section I.D of Schedule 2 to this Agreement, each such plan in form and substance satisfactory to the Association, and containing, a program of actions, measures and policies for compensation and resettlement of Affected Persons, including the magnitude of displacement, compensation and resettlement arrangements, budget and cost estimates, and sources of funding, together with adequate institutional, monitoring and reporting arrangements capable of ensuring proper implementation of, and regular feedback on compliance with its terms; as each RAP may be revised, supplemented or updated from time to time with the prior agreement between the Recipient and the Association.
44. "Safeguard Assessment and Plan" means any EIA, SIA, EMP, SMP, RAP, SEVCDP and/or TPDG prepared or to be prepared by the Recipient in accordance with the EMF and/or SMF and the provisions of Section I.D of Schedule 2 to this Agreement; and "Safeguard Assessments and Plans" means, collectively, all such assessments and plans.
45. "Selected Districts" means a total of fifty-seven (57) districts of the Recipient duly selected between the Recipient and the Association and set out in the Project Implementation Manual and any other district agreed to in writing between the Recipient and the Association.
46. "Selected Goods and Services" means goods and services that for purposes of improving competitiveness in the contracting that would otherwise have been procured by each Implementing Agency and the PMU separately have been selected for pooled procurement as set forth in the Procurement Plan.
47. "SEVCDP" mean each small ethnic and vulnerable communities development Plan acceptable to the Association and prepared on the basis of the SMF, detailing the specific actions, measures and policies designed to address any impact on Small Ethnic Communities and facilitate the achievement of the objectives of the SMF; as said plan and any annexes or schedules to such plan, may be revised from time to time with the prior written approval of the Association.

48. "SIA" means each social impact assessment to be prepared under the Project in accordance with the SMF, pursuant to Section I.D of Schedule 2 to this Agreement, each such assessment in form and substance satisfactory to the Association, and defining details of potential social risks and adverse impacts associated with the implementation of Project activities, together with measures to manage such risks and impacts; as each SIA may be revised, supplemented or updated from time to time with the prior agreement between the Recipient and the Association.
49. "Small Ethnic Communities" means, for purposes of the Project, the social groups (including tribes, minor races, ethnic sects and communities) residing or engaged in livelihood activities in specific areas (or where a concentration of ethnic people are present) under the Project from time to time; each of which possesses a distinct social and cultural identity that makes it vulnerable to being disadvantaged in the development process, including the presence in varying degrees of the following characteristics: (a) close attachment to ancestral territories and to the natural resources in these areas; (b) self-identification and identification by others as members of a distinct cultural group; (c) a language, often different from the Bangla language; (d) presence of customary social and political institutions; and (e) primarily subsistence-oriented production.
50. "SMF" means the social management framework of the Recipient dated November 5, 2014 and disclosed on November 18, 2014, including a land acquisition and resettlement policy framework, a tribal peoples development framework and a gender and inclusion framework; together setting forth social impact assessment and mitigation procedures and arrangements and grievance redress procedures, including guidelines and procedures for assessing and addressing any Project impacts on women and other vulnerable groups, resettlement procedures, institutional arrangements, eligibility criteria, entitlements and compensation, including valuation procedures, budget, public consultation and participation, monitoring and evaluation and disclosure; as such framework may be revised, supplemented or updated from time to time with the prior agreement between the Recipient and the Association.
51. "SMP" mean any social management plan to be prepared in accordance with the SMF, pursuant to Section I.D of Schedule 2 to this Agreement, each such plan in form and substance satisfactory to the Association, defining details of measures to manage potential social risks and avoid, minimize and/or mitigate any adverse social impacts associated with Project activities, together with adequate budget, institutional, monitoring and reporting arrangements capable of ensuring proper implementation of, and regular feedback on compliance with, its terms; as said plan may be modified from time to time with the prior written no-objection of the Association, and such term includes any schedules or annexes to such plan; as each SMP may be revised, supplemented or updated from time to time with the prior agreement between the Recipient and the Association.

52. "Subproject" means a set of activities to be supported under Parts 1(b), 2(i), 3(o) and 4(i) of the Project and in respect of which a Grant or Matching Grant, as the case may be, will be provided pursuant to a Subproject Financing Agreement.
53. "Subproject Financing Agreement" means the agreement to be entered between the Implementing Agency and an eligible beneficiary for the financing of a Subproject in accordance with the terms and conditions set forth in the Agricultural Innovation Fund Operational Guidelines and Procedures.
54. "Training" means the reasonable costs of goods and services required for the participation of personnel involved in training activities, workshops and study tours under the Project which have been approved by the Association in writing on annual basis, including: (a) allowances (i.e. per diem, honoraria, travel and subsistence costs and others) for training, workshop and study tour participants provided that such allowances are paid via bank's wire into the personal bank's account of the eligible recipient; (b) costs associated with securing the services of trainers, rental of training and workshop facilities, preparation and reproduction of training and workshop materials, costs of academic degree studies, and other costs directly related to training course, workshop or study tour preparation and implementation, but excluding salaries of consultants.
55. "USAID" means the United States Agency for International Development.
56. "USAID Co-financing Grant Agreement" means the agreement to be entered into between the Recipient and the Association, acting as trustee of USAID, providing a grant in an approximate amount of \$7,430,000 for purposes of financing Part 1(b)(ii) of the Project.

Logical framework (World Bank Results Framework and Monitoring)

Project Development Objective: To increase agricultural productivity of smallholder farms and improve smallholder farmers' access to markets in selected districts										
Baseline value (2014)		Cumulative or Annual values (targets and actuals)						Frequency of data collection	Data source	Comments
		Year 1	Year 2	Year 3 mid term	Year 4	Year 5	Year 6 project end			
PDO Level Indicators										
1. Farm Productivity: Increase in the yield of selected agricultural commodities										
Crops: Rice (paddy): 4.7 t/ha Tomato: 30.0 t/ha Livestock: Dairy: 3.0 ltr milk/day/cow Beef: 160 kg live weight Fish: Culture (ponds): 3.0 t/ha Capture (beel): 0.7 t/ha	Target	Rice: 4.7 Tomato: 30.0 Dairy: 3.0 Beef: 160 Culture: 3.0 Capture: 0.7	Rice: 4.8 Tomato: 31.2 Dairy: 3.2 Beef: 175 Culture: 3.4 Capture: 0.8	Rice: 5.0 Tomato: 32.4 Dairy: 3.4 Beef: 185 Culture: 3.7 Capture: 1.0	Rice: 5.1 Tomato: 33.6 Dairy: 3.5 Beef: 200 Culture: 4.1 Capture: 1.1	Rice: 5.2 Tomato: 34.8 Dairy: 3.7 Beef: 215 Culture: 4.4 Capture: 1.3	Rice: 5.4 Tomato: 36.0 Dairy: 3.9 Beef: 225 Culture: 4.8 Capture: 1.4	Annually	DAE, DLS and DOF district & Upazila statistics	Crops Rice: +14% overall increase Tomato: +20% Livestock Dairy: +30% Beef: +40% Fisheries Culture (ponds): +60% Capture (beel): +100%
	Actual	Rice: Tomato: Dairy: Beef: Culture: Capture:	Rice: Tomato: Dairy: Beef: Culture: Capture:	Rice: Tomato: Dairy: Beef: Culture: Capture:	Rice: Tomato: Dairy: Beef: Culture: Capture:	Rice: Tomato: Dairy: Beef: Culture: Capture:	Rice: Tomato: Dairy: Beef: Culture: Capture:			
2.										
Market Access: Volume (in tons) of agricultural commodities sold annually through new marketing structures/arrangements promoted by the project	Target	0	200	2,000	4,000	6,800	8,400	Semi-annually	PIUs at DAE, DOF and DLS	
	Actual									
3. Project beneficiaries: Direct project beneficiaries, of which female [CORE INDICATOR]										
Cumulative number of members in farmers groups (CIG) supported by the project (percentage of female members)										
CIG members: 397,600 (of which female: 29%)	Target	600,000 (35%)	800,000 (35%)	1,000,000 (35%)	1,000,000 (35%)	1,000,000 (35%)	1,000,000 (35%)	Semi-annual	PIUs at DAE, DOF and DLS	Most new CIG will be formed in YR1 (others are 1 st gen. CIG already formed)
	Actual									
Intermediary Indicators										
4. Research: Technologies demonstrated in the project area [CORE INDICATOR]										

Project Development Objective: To increase agricultural productivity of smallholder farms and improve smallholder farmers' access to markets in selected districts										
Baseline value (2014)		Cumulative or Annual values (targets and actuals)						Frequency of data collection	Data source	Comments
		Year 1	Year 2	Year 3 mid term	Year 4	Year 5	Year 6 project end			
Technologies demonstrated: 0	Target	5	10	15	30	40	0	Semi-annual	PIU BARC	Only on-farm, i.e., informing also about research-extension-farmer linkages
	Actual									
5. Research: Research sub-projects under implementation or completed [CORE INDICATOR]										
AIF-1 grants: 0	Target	15	70	100	130	130	130	Semi-annual	PIU BARC	Total of at least: 30 PBRG 100 CRG
	Actual									
6. Extension: Targeted clients satisfied with agricultural and rural advisory services [CORE INDICATOR] Percentage (percentage female satisfied)										
Farmers satisfied: % (tbd %)	Target	66% (64%)	74% (68%)	79% (77%)	85% (84%)	89% (89%)	93% (93%)	Annual	PIU DAE, DOF, and DLS	
	Actual									
7. Extension: Clients who have adopted an improved agricultural technology promoted by the project [CORE INDICATOR] Cumulative number of CIG members adopting at least 1 technology (percentage female)										
Adopters: 0 (female: 0)	Target	0 (0%)	226,000 (35%)	396,000 (35%)	529,000 (35%)	602,000 (35%)	640,000 (35%)	Semi-annual	PIU DAE, DOF, and DLS	
	Actual									
8. Market access: Marketing solutions implemented by the project (cumulative)										
Marketing solutions: 0	Target	15	30	65	95	120	140	Annual	PIU DAE, DOF, and DLS	
	Actual									
9. Agricultural Innovation Fund: Technology adoption and marketing sub-projects under implementation or completed Cumulative number										
AIF-2&3 grants: 0	Target	0	500	1,000	2,000	2,800	3,500	Semi-annual	PMU	Total of at least: 3,000 AIF-2 grants and 500 AIF-3 grants
	Actual									
10. Client-days of training provided [CORE INDICATOR] (percentage female)										

Project Development Objective: To increase agricultural productivity of smallholder farms and improve smallholder farmers' access to markets in selected districts										
Baseline value (2014)		Cumulative or Annual values (targets and actuals)						Frequency of data collection	Data source	Comments
		Year 1	Year 2	Year 3 mid term	Year 4	Year 5	Year 6 project end			
0 (0%)	Target	500,000 (35%)	1,000,000 (35%)	1,000,000 (35%)	700,000 (35%)	600,000 (35%)	500,000 (35%)	Semi-annual	PMU and PIUs at DAE, DOF and DLS	
	Actual									